

DE LA DESTRUCTION DES ORDRES RELIGIEUX, EN FRANCE, AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

(Premier article.)

Il y a long-temps qu'on l'a dit : L'histoire, dépositaire des secrets du passé, les révèle aux générations suivantes ; et, dans le souvenir d'événemens auxquels celles-ci n'ont point assisté, elle leur offre avec l'expérience des âges la règle d'une conduite prudente et éclairée. Des mêmes causes naissent les mêmes effets ; et souvent un siècle voit se renouveler des maux qui avaient affligé les siècles antérieurs, mais dont il n'avait pas su découvrir le principe. On doit donc accueillir avec reconnaissance les travaux de ces esprits laborieux qui, animés de l'ardent amour du pays et de la vérité, ainsi que du désir de prévenir les maux dont l'un et l'autre sont menacés, s'imposent la tâche pénible de scruter l'histoire et présentent à leurs concitoyens les résultats de leurs consciencieuses recherches. C'est à ce titre que l'*Ami de la religion* signale à tous les amis de la cause religieuse l'ouvrage que M. Prat vient de publier sous le titre d'*Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au XVIIIe siècle*.

Bien que la situation des hommes et des choses ne soit plus la même, les principes et les intérêts de la religion sont néanmoins attaqués par des efforts non moins acharnés et par des ennemis toujours pareils. Ce livre, qui arrive à propos, exige donc de nous une analyse fidèle et étendue.

Après avoir mis sous les yeux du lecteur le tableau des ordres religieux qu'annéantirent les fureurs révolutionnaires, M. Prat remonte à l'origine des évènements qui en amenèrent la chute. Dès le milieu du XVIIe siècle une hérésie, née du protestantisme, avait organisé, contre l'Eglise, la guerre la plus habile et la plus acharnée que lui eût jusqu'alors livrée le génie de l'erreur. Le jansénisme attaquait l'Eglise dans plusieurs de ses dogmes, et tendait à en saper la constitution ; les habitudes catholiques de la France et la religion d'un grand roi opposaient à ses projets des obstacles qu'il eût l'adresse de faire servir à ses avantages. Il environna ses doctrines perverses des orgueilleuses apparences de l'hypocrisie, se posa en réformateur des abus et en apôtre de la morale évangélique. Il s'efforça sourdement de mettre la division dans le clergé pour en paralyser la force ; de déprimer le Saint-Siège, de soulever l'épiscopat contre le souverain Pontife, et d'exciter dans le clergé inférieur des rancunes jalouses contre l'épiscopat.

Les instituts religieux, vivant sous des règles dictées par l'esprit de l'Eglise et approuvées par le Saint-Siège, étaient un des liens puissans qui rattachaient à Rome l'Eglise de France ; et par leur dévouement à la pratique des conseils évangéliques et à l'autorité pontificale, ils s'attiraient l'estime et la confiance des peuples : c'était donc là que le jansénisme devait rencontrer les plus sérieuses difficultés, et ces difficultés ne pouvaient disparaître qu'avec les institutions elles-mêmes. Il eût été imprudent de leur livrer d'abord une attaque générale. Les sectaires entreprirent d'y recruter des partisans ou de les mettre aux mains les uns avec les autres, bien sûrs que leurs dissensions les ébranleraient jusque dans leurs fondemens, et prépareraient ainsi leur décadence. Malheureusement de si perfides manœuvres n'échouèrent pas toujours : le vertige de l'hérésie s'empara de plusieurs têtes indociles et même de quelques congrégations déçues du premier esprit de leur règle.

L'institut de saint Ignace, créé pour la défense de la foi catholique, resta fidèle à sa mission. Le jansénisme, qui ne put y faire un seul adepte, le voua dès lors à sa vengeance ; et par une tactique aussi habile que déloyale, il sembla dresser contre un ordre seul toutes ses batteries, et réduire ainsi aux proportions d'une dispute de partis la guerre générale qu'il faisait au catholicisme.

La magistrature française comptait alors dans son sein quelques uns de ces hommes qui, joignant l'audace au génie de l'intrigue, des passions haineuses à l'art de les cacher sous l'apparence du bien public, savent intéresser à leur cause les qualités généreuses d'un corps entier, et le porter à des actes qui laissent percer la haine et l'injustice d'un grand nombre d'entre eux. Ce furent des hommes de ce caractère qui apportèrent encore leur concours aux jansénistes. L'auteur croit qu'il aurait suffi d'une main vigoureuse pour arrêter les parlemens sur la pente fatale où la plus insidieuse des hérésies allait les placer ; mais alors l'autorité royale était entre des mains incapables de la faire respecter. Louis XIV n'était plus ; et Louis XV, qui, avait pris de ses mains, d'abord si pures, les rênes du gouvernement souillées

par les orgies de la régence, traînait alors dans la volupté la gloire d'une jeunesse sans tache. La puissance de l'intrigue se développait librement : l'autorité royale tombait dans le mépris ; le sentiment religieux s'affaiblissait dans tous les cœurs, et les fidèles, troublés par la bruyante opiniâtreté du jansénisme, chancelaient dans leurs croyances.

A la faveur de tant de désordres, se formaient d'autres partis non moins hostiles à la religion.

La philosophie voltairienne, contrariée dans sa marche par les écrits, par les discours, par la conduite régulière de la partie du clergé restée fidèle à sa vocation, et des Jésuites en particulier, et par l'éducation profondément religieuse que ces religieux donnaient à la jeunesse, unit contre eux ses efforts aux efforts des jansénistes qu'elle n'aimait pas davantage.

La franc-maçonnerie, fraîchement importée d'Angleterre en France, y multipliait ses loges et ourdissait dans l'ombre ses trames perfides ; les ordres religieux, par le seul fait de leur existence, s'opposaient à ses desseins ; elle jura leur ruine.

Enfin un cinquième parti, celui des spectateurs politiques, animé du même esprit d'irréligion, méditait les moyens de détruire les ordres religieux, pour s'emparer de leurs biens, et pensait aussi à commencer son œuvre par la suppression de la Compagnie. Les biens de cet ordre n'auraient pas, il est vrai, une riche proie à la cupidité ; mais il fallait bien commencer par la milice la plus agissante : c'en fut assez pour le faire tomber le premier.

Assaillie par une ligue si puissante et si audacieuse, la Compagnie de Jésus devait enfin succomber. Et, afin que dans cette conjuration il n'y eût de noble que le sort des victimes, ce fut la marquise de Pompadour qui en assura le succès. Cette femme, que l'intrigue et la corruption avaient élevée de la fange jusque sur les marches du trône, était à la fois maîtresse du cœur et de la puissance d'un monarque indolent. Sa faveur humiliait la France : ses caprices effaçaient la gloire de nos armes, et procuraient à nos ennemis de faciles triomphes. Pour ne point être obligée de céder tôt ou tard à l'indignation publique, la favorite voulut s'assurer dans le titre de dame de la reine, une position stable à la cour. Cette qualité exigeait dans celles qui y prétendaient des sentimens religieux, ou du moins des dehors de dévotion qui ne s'alliaient guère avec la conduite de la marquise. Celle-ci néanmoins ne désespéra pas de trouver un confesseur assez complaisant pour accommoder la religion à ses vues. Elle s'adressa au Père de Sacy : mais elle avait compté sans la conscience de ce religieux. Le Père de Sacy, après avoir inutilement employé, pour la ramener à une pratique sincère de la vertu, tous les moyens que lui suggéra un zèle éclairé, lui déclara nettement qu'elle devait ou sortir de la cour ou renoncer aux faveurs de la religion. La marquise voulait se servir de la religion, mais non de la pratique : elle s'offensa de la courageuse vertu du Jésuite, le renvoya avec fureur et dévoua l'ordre tout entier à sa vengeance. Les jansénistes, les philosophes, les économistes, de fougueux parlementaires se mirent à ses ordres. Il lui fallait encore un homme d'Etat qui voulût exécuter ses projets : elle le trouva dans le duc de Choiseul.

Le duc de Choiseul avait à satisfaire une ambition démesurée, des préjugés philosophiques, et des spéculations politiques à réaliser : il servait ses projets en servant la vengeance de la marquise de Pompadour ; il s'y associa. La destruction des Jésuites fut un des premiers actes de son ministère. Le ministre français, d'accord avec la marquise, méditait son projet ; des nuées de libelles calomnieux répandus dans toute la France, y préparaient les esprits, lorsque les exécutions du ministre portugais, encore moins humain et plus irréligieux que Choiseul, renhardirent celui-ci et les parlemens à commencer, contre les Jésuites de France, une guerre d'extermination. Ils pourrissent par l'affaire trop fameuse du Père de La Valette ; et depuis lors marchant d'attentat en attentat, ils ne suspendirent leurs coups que lorsqu'ils ne trouvèrent plus de victimes à frapper. L'enseignement de l'Ordre fut calomnié, sa doctrine falsifiée, l'esprit de ses règles méconnu, l'autorité et l'appui du concile de Trente et du Saint-Siège accusés d'erreur et d'aveugle partialité. Enfin, la Compagnie fut proscrite. Le dauphin, la famille royale, une imposante minorité dans chaque parlement, tout ce qu'il y avait en France d'hommes sages et religieux protestèrent contre ces violences ou s'en indignèrent ; l'épiscopat français et le souverain pontife prirent en main la cause de l'innocence opprimée et réclamèrent les droits de l'Eglise, usurpés par une magistrature sacrilège ; tout fut inutile : les haines